Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024 définissant les conditions de retrait d'autorisation concernant l'activité d'observation des mammifères marins

NOR : ENV24202757AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 octobre 2024,

Arrête :

Article 1er.— Après l'article A. 2213-1-8 du code de l'environnement, il est inséré un article A. 2213-1-9 ainsi rédigé :

« Art. A. 2213-1-9.— Les autorisations mentionnées à l'article LP. 2213-1 du code de l'environnement délivrées à des fins de recherche et d'approche aux fins d'observation ou pour la prise de vue ou de son de mammifères marins peuvent être retirées si :

- 1° Le bénéficiaire ne respecte pas une ou des conditions fixées à l'article A. 2213-1-4 ;
- 2° Les titres, attestations, certifications ou permis mentionnés au II de l'article A. 2213-1-6 ne sont plus valables ;
- 3° Le bénéficiaire ne respecte pas un ou des engagements mentionnés au III de l'article A. 2213-1-6 ;
- 4° Le bénéficiaire ne respecte pas une ou des obligations et interdictions listées à l'article A. 2213-1-7.

Le Président de la Polynésie française procède au retrait de l'autorisation par arrêté motivé. Cet arrêté est pris à l'issue d'une procédure contradictoire, sauf en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles. En cas d'urgence résultant d'un manquement grave constaté par un agent des services compétents et d'un risque de récurrence susceptible de porter atteinte à la protection des mammifères marins ou des passagers, l'autorisation peut être suspendue pendant une durée n'excédant pas un mois dans l'attente de la mise en œuvre de la procédure de retrait de l'autorisation. ».

Art. 2.— L'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement dans sa version applicable à compter du 1er décembre 2024 est modifié comme suit :

- 1° Au I., après les mots « est délivrée par le Président de la Polynésie française » sont ajoutés les mots « aux personnes qui, ayant déposé un dossier complet conformément aux dispositions du présent article et de l'article A. 2213-1-6, disposent des titres, du matériel et du personnel requis pour transporter des passagers dans le cadre d'une activité lucrative, possèdent le certificat d'aptitude à l'approche des mammifères marins et n'ont pas vu leur autorisation être retirée au cours de l'année civile précédant l'année de dépôt de leur demande. Les personnes qui sollicitent l'autorisation d'exercer une activité de mise à l'eau possèdent en outre les titres, le personnel et le matériel leur permettant d'exercer cette activité. » ;
- 2° Au deuxième alinéa du III., après les mots « téléservice géré par le service instructeur » sont ajoutés les mots « , pendant la période de dépôt des demandes, qui est fixée par arrêté du Président de la Polynésie française » ;
- 3° Au troisième alinéa du III. après les mots « peuvent demander » sont ajoutés les mots « et remettre » et après les mots « un dossier papier » sont ajoutés les mots « , pendant la période de dépôt des demandes fixée par arrêté du Président de la Polynésie française » ;
- 4° Il est inséré un IV. ainsi rédigé : « IV.- L'autorisation est délivrée pour la période du 20 juillet au 20 novembre de l'année de la demande. ».

Art. 3.— Les 12° et 13° de l'article A. 2213-1-6 du code de l'environnement dans sa version applicable à compter du 1er décembre 2024 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 12° Copie du certificat d'aptitude à l'approche des mammifères marins mentionné à l'article A. 2213-1-10 ;

13° Si le demandeur a précédemment bénéficié d'une autorisation d'observation des baleines, copie des attestations de participation aux formations sur les espèces marines protégées et d'approche des mammifères marins et réunions d'information relatives à l'activité d'approche des mammifères marins mises en place par le service instructeur pendant l'année d'autorisation. ».

Art. 4.— À compter du 1er décembre 2024, l'article A. 2213-1-9 du code de l'environnement est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. A. 2213-1-9.— Les autorisations mentionnées à l'article LP. 2213-1 du code de l'environnement délivrées à des fins de recherche et d'approche aux fins d'observation ou pour la prise de vue ou de son de mammifères marins peuvent être retirées si les titres, attestations, certificats ou permis mentionnés à l'article A. 2213-1-6 ne sont plus valables ou

que le bénéficiaire ne respecte pas une ou des obligations et interdictions fixées par le code de l'environnement pour l'observation des mammifères marins, notamment celles listées aux articles A. 2213-1-1, A. 2213-1-1-1, A. 2213-1-7 et au II. de l'article A. 2213-1-4.

Le Président de la Polynésie française procède au retrait de l'autorisation par arrêté motivé. Cet arrêté est pris à l'issue d'une procédure contradictoire, sauf en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles. En cas d'urgence résultant d'un manquement grave constaté par un agent assermenté et d'un risque de récidive susceptible de porter atteinte à la protection des mammifères marins ou des passagers, l'autorisation peut être suspendue pendant une durée n'excédant pas un mois dans l'attente de la mise en œuvre de la procédure de retrait de l'autorisation.

Le retrait de l'autorisation entraîne l'impossibilité de solliciter une nouvelle autorisation pendant une durée d'un an à compter de la notification de la décision de retrait. ».

Art. 5.— À compter du 1er décembre 2024, il est inséré après l'article A. 2213-1-9 du code de l'environnement des articles A. 2213-1-10 et A. 2213-1-11 ainsi rédigés :

« Art. A. 2213-1-10.— I.- Les personnes souhaitant bénéficier d'une autorisation mentionnée à l'article L. 2213-1 du code de l'environnement doivent posséder un certificat d'aptitude à l'approche des mammifères marins.

II.- Le certificat d'aptitude à l'approche des mammifères marins est délivré par le Président de la Polynésie française à toute personne qui :

1° Soit possède un des titres ou diplômes mentionnés en annexe 1 ;

2° Soit justifie d'une expérience professionnelle d'une durée cumulée de trois ans dans le domaine de la navigation, de la randonnée aquatique, de la plongée subaquatique, dans des conditions fixées en annexe 2 ;

3° Soit a réussi un examen organisé par le service en charge de l'environnement à l'issue d'une formation dont le programme est fixé en annexe 3.

Art. A. 2213-1-11.- Les personnes bénéficiant d'une autorisation en vertu du présent chapitre participent aux réunions de coordination, d'information et de formation mises en place par le service chargé de l'environnement au titre de la période pour laquelle elles bénéficient de l'autorisation. La participation à ces réunions donne lieu à la délivrance des attestations mentionnées au 13° de l'article A. 2213-1-6. ».

Art. 6.— Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 octobre 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente,

Minarii Chantal GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'économie,
du budget et des finances absent :

*Le ministre de l'agriculture,
des ressources marines,*

de l'environnement,

Taivini TEAI

Annexe 1. LISTE DES DIPLÔMES ET TITRES REQUIS POUR LA DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT D'APTITUDE A L'ACTIVITÉ D'APPROCHE DES MAMMIFÈRES MARINS

Certificat, titre ou diplôme de niveau IV, V ou VI dans les référentiels abordent les options suivantes :

- la cétologie ;
- la biodiversité et l'environnement marin ;
- l'écologie et l'environnement marin ;
- les activités maritime et gestion de l'environnement marin ;
- la mer et le littoral ;
- la biologie marine.

Annexe 2. LISTE DES CONDITIONS RELATIVES A L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE REQUISE POUR LA DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT D'APTITUDE A L'ACTIVITÉ D'APPROCHE DES MAMMIFÈRES MARINS

Pour bénéficier de la certification au titre de l'expérience professionnelle, le demandeur doit justifier, à la date de la demande, une durée minimale de 3 ans d'exercice professionnel dans les domaines suivants :

- Activité d'approche des mammifères marins justifiée par la délivrance d'arrêtés d'autorisation d'exercer une activité d'approche des mammifères marins ;
- Activité de navigation justifiée par un livret de bord ou un carnet de navigation signé par les autorités compétentes ou justifiée par un certificat d'aptitude à la conduite de navires maritimes délivré par une autorité compétente ;
- Activité de guide de randonnée aquatique justifiée par un certificat de travail ou contrat de prestation ou justifiée par un diplôme ou attestation de formation spécifique à la randonnée aquatique ;
- Activité de plongée subaquatique justifiée par un certificat de travail ou contrat ou diplôme de moniteur ou de plongeur professionnel délivré par une autorité compétente.

Annexe 3. PROGRAMME DE FORMATION

I. Thème réglementation

Réglementation liée aux espèces marines protégées :

- la définition et la distinction des espèces classées de catégorie A et de catégorie B ;
- les dispositions de protection des espèces classées ;
- les usages autorisés et non autorisés et les dérogations ;
- les usages à adopter liés à l'activité d'approche des mammifères marins.

Réglementation liée à l'établissement des dossiers de demande dérogatoire :

- présentation des modalités d'établissement de demande dérogatoire ;
- présentation du téléservice « Parāoa » et modalités de fonctionnement ;
- présentation de l'observatoire du Pays et modalités de fonctionnement.

II. Thème historique scientifique et culturelle

- l'histoire naturelle et culturelle des mammifères marins ;
- la biologie et les différents comportements des mammifères marins.

III. Thème environnement

- présentation du réseau des gardiens de l'océan ;
- prérequis pour l'activité d'approche des mammifères marins.